

Études littéraires africaines

La langue *malagasy* et les politiques linguistiques

Dominique Ranaivoson



Numéro 23, 2007

Madagascar

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035446ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035446ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ranaivoson, D. (2007). La langue *malagasy* et les politiques linguistiques. *Études littéraires africaines*, (23), 6–12. <https://doi.org/10.7202/1035446ar>

Tous droits réservés © Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA), 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA LANGUE MALAGASY ET LES POLITIQUES LINGUISTIQUES

Après avoir dirigé la bibliothèque municipale d'Antananarivo, Juliette Ratsimandrava est Présidente de la section "Lettres et arts" de l'Académie malgache et directrice du Centre des Langues qui en dépend, ainsi que de l'espace culturel Raribasina où se déroulent quotidiennement des événements culturels. Elle est au cœur de la réflexion et de l'action en faveur de la langue malgache et nous la remercions de nous avoir communiqué les informations sur la situation et les actions dont nous rendons compte dans la première partie de cet exposé.

La situation linguistique et la loi¹

La langue nationale, qui intègre les parlers régionaux, est le malgache ou langue *malagasy*. Sans entrer dans les variantes régionales qui sont tout à fait significatives mais ne modifient pas la communication à l'échelle nationale, on estime que 99,43 % des citoyens sont des malgachophones réels. Mais l'âge moyen de la population étant de 21,1 ans (50 % des Malgaches ont moins de 20 ans), cette population jeune, en quête d'identité, est actuellement en proie à des questionnements quant à son patrimoine culturel, à sa place dans un monde qui change et à un positionnement linguistique qui est le reflet des infléchissements sur l'échiquier international. Le français, introduit par la colonisation dès 1896, est resté la langue maternelle officielle jusqu'en 1972, date à laquelle il fut remplacé par la "version malgache officielle de la langue nationale" comme langue d'enseignement jusqu'à la mise au point du "malgache commun", alors que les parlers régionaux servaient toujours de langue de communication. L'article 4 de la Constitution, révisée par le Président Ravalomanana (réélu en décembre 2006) et adoptée le 4 avril 2007 par référendum, précise que "le malagasy est la langue nationale. Le malagasy, le français et l'anglais sont les langues officielles".

Dans l'enseignement, la périodisation distingue une ère de "malgachisation totale" entre 1975 et 1990, qui se clôt avec la réintroduction de la langue française dès l'enseignement primaire en 1991. En 2007, la répartition des langues dans l'enseignement et dans la société peut se définir à peu près comme suit. La langue nationale prédomine au cours prépara-

¹ Sources communiquées par Mme Juliette Ratsimandrava :

- Marson Raherimandimby, Livarimanana Velomihanta Ranaivo, Nicole Randriamampita, Juliette Ratsimandrava, Ernest Tsikel'Iankina, "Société, langues et systèmes de formation : le cas de Madagascar", Ile Maurice, 20-23 avril 2004.
- Présentation de la situation de Madagascar par M. Bruno Randrianasolo, directeur de l'inspection de l'Education, lors du "Séminaire sous-régional sur l'état des lieux des politiques linguistiques et l'intégration des langues nationales dans les systèmes éducatifs des pays de l'Océan Indien", Agence intergouvernementale de la Francophonie, Antananarivo 19-21 avril 2005.

toire, ensuite le bilinguisme malgache-français aboutit à l'usage exclusif du français en 6^e. Le bilinguisme est à parfaire compte tenu de la vogue du parler mixte *franc-gasy*¹, répandu parmi les jeunes. La volonté des autorités est d'introduire le plus tôt possible l'apprentissage de l'anglais. Le malgache est exclusivement utilisé dans les contextes des relations familiales et sociales (sauf dans des milieux très précis), dans les relations des agents de l'administration avec les administrés, notamment dans les bureaux de proximité, les municipalités (pour les avis, les annonces, les imprimés), dans les établissements de santé de base, les centres de services sociaux et de vulgarisation agricole, les services de sécurité, dans les discours publics et politiques, et de plus en plus dans les réunions officielles de travail, dans les activités socio-économiques et culturelles, ainsi que par certains médias (presse écrite, parlée, audiovisuelle). L'usage mixte du malgache et du français est répandu dans les domaines de l'enseignement, des services de santé, les tribunaux, le commerce, à certains niveaux de l'administration et du monde des affaires, dans les activités culturelles en lien avec l'étranger et dans les médias comme les journaux et les magazines. En matière de politique linguistique, les institutions étatiques tentent de donner des directives qui correspondent au plus près aux besoins de la population comme aux moyens disponibles pour y répondre. Les dernières étapes marquantes dans ce domaine furent, d'une part, le séminaire national de réflexion sur "l'enseignement du malgache dans le monde pluriculturel d'aujourd'hui" en décembre 1990, qui demanda l'amélioration de l'enseignement, l'aménagement linguistique, le renouvellement des programmes, la publication de différents travaux dans le *Bulletin de l'Académie malgache* et, d'autre part, les Colloques internationaux : "Langue, premier outil de développement" en 1992 et "Pluralité culturelle et développement" en 2002.

La Constitution précise dans son article 26 que "L'État assure la promotion et la protection du patrimoine culturel national ainsi que la production scientifique, littéraire et artistique". La loi n°94-033 du 13 mars 1995, portant orientation générale du Système d'éducation et de formation à Madagascar, stipule dans son article 16 que "Le statut de langue nationale conféré à la langue malgache par la Constitution doit se traduire en action d'éducation et de formation sur l'ensemble du territoire de la République de Madagascar", et souligne que "le droit au développement de sa langue maternelle en langue de modernité, par le biais du système d'éducation et de formation", est "l'un des droits inaliénables de la per-

¹ Il s'agit du mélange entre le malgache et le français adopté par les jeunes, à la fois par facilité et par jeu. Pour une description précise de ce phénomène, voir Babault (Sophie), "Les jeunes et le discours mixte à Madagascar : quelles tendances ?", in Canut (Cécile) et Caubet (Dominique), *Comment les langues se mélangent. Codeswitching en francophonie*. Paris : L'Harmattan, 2002, p. 135-158.

sonne humaine tout au long de sa vie” (article 17). L'Académie malgache ainsi que plusieurs groupes travaillent à mettre en œuvre ces dispositifs en matière linguistique.

Les travaux sur la langue

L'Académie malgache, créée en 1902 par Gallieni, avait eu dès son ouverture vocation à rassembler les travaux des érudits sur tous les faits de société et en particulier les études consacrées à la langue et à toutes ses variantes régionales. On constate qu'à Madagascar, la demande sociale en matière de modernisation de la langue est particulièrement forte lors des crises politiques aiguës (1972, 1991, 2002) : l'usage du malgache est alors vécu comme une fidélité aux origines face aux risques de domination réelle ou symbolique venus de l'extérieur. Les étudiants de 1972 scandaient le slogan “français, langue d'esclavage” et la récente reconnaissance de l'anglais comme troisième langue officielle est à mettre en relation avec le soutien tardif de la France au Président actuel lors de la crise de 2002, et avec les encouragements des pays anglo-saxons vis-à-vis de celui-ci, en plus du pragmatisme de la nouvelle équipe dirigeante. Mais, on l'a vu lors de la brutale malgachisation de 1975, lorsqu'on a constaté que les documents nécessaires n'existaient pas, la langue répond à l'usage de la communauté qui l'emploie. Non sollicitée en matière scientifique pendant les décennies de colonisation et de la décolonisation – la période 1960-1972 durant laquelle la France est restée très présente –, qui furent celles de la modernisation, le malgache ne disposait pas des termes indispensables dans ce domaine. Il fallut alors dans l'urgence, pour la physique et les mathématiques, improviser des néologismes qui sont plus ou moins facilement passés dans l'usage. Le Centre des Langues de l'Académie, créé en 1993, répond à la vocation de fournir un travail scientifique régulier afin de rendre la langue malgache apte à tous les besoins que le contexte impose. L'objectif indirect est de consolider, au travers de ce “patrimoine et des valeurs qu'il véhicule”, la culture et l'identité des locuteurs en organisant à leur intention un “processus de formulation d'un cadre de pensée pour la sauvegarde de la vie”. Le défi à relever par ce centre était, dès sa création, à la fois de mettre au point des outils linguistiques et conceptuels dans l'optique d'une “défense et illustration” du malgache, et d'offrir à ses locuteurs des lexiques, des livres, des dictionnaires. Si le colloque de 1992 : “Langue, premier outil de développement”, a dressé un triste état des lieux de la première comme du second pour la période 72-92, il a suscité des rencontres régulières dans le cadre de ce centre et l'aménagement de celui-ci pour des rencontres culturelles de tous ordres, en vue d'obtenir une “reconnaissance et une revalorisation de la langue malgache”. L'espace Rarihasina et le théâtre situé au milieu des pavillons du marché d'Anakely, en plein centre de la capitale, sont désormais des lieux bourdonnant d'activités qui vont de la danse au théâtre, en passant par des

expositions, des conférences et des concerts. Leurs animateurs veulent rendre compte de la créativité la plus contemporaine, qui doit être lue par la population comme le signe de la vitalité d'une authentique identité malgache. Le travail des linguistes du centre perdure avec le projet du dictionnaire encyclopédique de l'Académie entièrement en malgache, la publication, avec le concours du Réseau international francophone d'aménagement linguistique, du *Vocabulaire : mer et littoral* et du *Vocabulaire de l'éducation et de la formation* en 2000. Enfin, les associations d'écrivains servent aussi cette cause. L'Union des poètes et des écrivains de Madagascar (UPEM), fondée en 1952, le groupe Faribolana Sandratra, fondé en 1989, veulent démontrer par leurs œuvres et par le souvenir des grands écrivains des générations précédentes que l'identité malgache, source de fierté pour chacun, doit s'exprimer dans la langue des héritages. Le poète Rado¹ (Georges Andriamanantena), auréolé d'un prestige sans égal, auteur de très nombreux recueils, s'est toujours posé en farouche défenseur de la langue en lui conférant le statut de symbole :

Nous avons une belle langue avec un vocabulaire très riche. Elle exprime si bien nos pensées et nos émotions [...] Toute notre jeunesse est en danger culturel. Elle est trop versée dans les modèles occidentaux : langue, mode, musique... À force de vouloir imiter les Européens, nous sommes en train de perdre notre identité².

Cette attitude militante vient d'être quelque peu infléchie par la publication d'un recueil de 90 poèmes issus de recueils antérieurs et traduits en français par ses proches. Henri Rahaingoson, président de l'UPEM, parle avec déférence, dans sa préface, du "choix de n'écrire que dans la langue de ses ancêtres [...] pour ses compatriotes, au détriment de la reconnaissance et de la célébrité hors frontières nationales"³.

Langue et développement, entre idéal et réalités

Le Centre des Langues, de même que l'Académie dont il dépend et qui développe aussi des travaux en malgache, ont l'ambition d'ancrer chaque jour davantage la langue malgache dans la modernité dont elle a besoin pour survivre aux assauts qu'elle subit nécessairement dans les échanges internationaux, qui la mettent en concurrence avec l'anglais et le français. L'accent est alors mis sur l'usage courant dans tous les secteurs d'activité, sur les indispensables aménagements linguistiques, sur la création lexicale.

¹ Né en 1926, Rado a publié de très nombreux recueils de poésie (*Zo, Dinitra, Voninkazo adaladala, Sedra*) et des cassettes où il déclame ses propres poèmes. Il est admiré pour la force de ses engagements, qu'ils soient nationalistes, religieux, personnels ou artistiques (il est aussi peintre et auteur de cantiques). Il est une des grandes figures de la culture malgache contemporaine.

² *Revue de l'Océan Indien*, janvier 1998, p. 26.

³ Rado, *Fiteny roa, en deux langues*. Antananarivo : 2006.

le dans la fidélité aux mécanismes spécifiques de la langue. En même temps, la promotion de la langue, en particulier lors du “mois de la langue malgache” qui a lieu chaque année en juin, insiste sur la valeur patrimoniale de celle-ci. Sa position pourrait alors être perçue comme une défense. Cette double attitude fut résumée par Césaire Rabenoro, président de l'Académie malgache en 2000, dans sa préface au *Vocabulaire : mer et littoral* :

Gloire soit rendue à nos aînés précurseurs de l'étude de notre langue nationale [...] La mission de l'Office national des Langues est de conserver l'identité du malgache et aussi de l'adapter au monde contemporain dont les maîtres-mots sont développement et environnement¹.

Le pari explicite est de voir le développement découler de cette fierté dynamisante, rendue par l'usage de la langue. Jean-Aimé Rakotoarisoa, le directeur du musée d'art et d'archéologie de l'université de Madagascar, ne cesse d'alerter l'opinion malgache sur cet indispensable ré-ancrage culturel à tous les niveaux :

Nous avons voulu rattraper l'Occident en essayant d'améliorer à tout prix nos performances économiques et financières au lieu de s'ancrer sur nos propres valeurs qui auraient provoqué une dynamique de développement plus durable et répondant plus aux aspirations profondes du peuple malgache. [...] Nous avons le devoir de relever le difficile défi qui consiste à nous ouvrir pleinement au monde actuel tout en préservant notre héritage culturel, seul garant de notre vrai développement².

Face à ces efforts soutenus en matière de langue, il faut oser quelques questions sinon dérangelantes, du moins, nous le croyons, nécessaires à une juste perspective sur la situation nationale contemporaine.

Le consensus qui s'affiche concernant la langue et le rapport immédiat entre celle-ci et la culture, l'identité et le nationalisme, ne semblent pas aussi clairs pour tous. Rappelons que la langue malgache, telle qu'elle est utilisée aujourd'hui, est issue de la fixation, par les missionnaires anglais, de la langue du roi *merina* de 1820, Radama I^{er}³. À cette date, d'autres langues (des variantes dialectales pour certains) sont en usage dans les autres régions, en particulier dans les différents royaumes de la périphérie désignée par le terme générique des “côtes”, royaumes qui ne sont ni sou-

¹ Antananarivo : Tsipika, 2000, p. 193.

² *New Magazine*, n°146, octobre 2006, p. 18.

³ Cf. Raison-Jourde (Françoise), *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État*. Paris : Karthala, 1983, 840 p. ; Huygues-Belrose (Vincent), *Les Premiers Missionnaires protestants de Madagascar (1795-1827)*. Paris : Karthala, 2001, 2 vol., 269-568 p.

mis ni rattachés au royaume central¹. Ces “langues côtières”² sont dès ce moment marginalisées par rapport à celle qui est présentée comme la norme porteuse des valeurs qui deviendront nationales, elles aussi choisies en un temps et un lieu précis. L'historien Jean-Roland Randriamaro rappelle l'origine de l'ambiguïté (certains diront le mythe) de la langue unique qui fédère l'ensemble d'une population aux nombreuses diversités :

Le dialecte merina devint, dès le XIX^e siècle, la langue officielle du Royaume de Madagascar, un État qui contrôlait plus ou moins les 2/3 de la Grande Ile [...] Avec un tel rayonnement, le dialecte merina jouissait déjà d'une dimension presque nationale, au contraire des autres variantes dialectales. La colonisation française amena la dynamique à son terme en faisant du dialecte merina la langue de l'administration. [...] Mais le dialecte merina est surtout la langue de la Bible dont la traduction malgache, c'est-à-dire merina, sort en 1835³.

L'insistance sur les valeurs véhiculées par “la” langue malgache (attachement à la terre, solidarité, respect des aînés et des interdits, refus des conflits ouverts) et leur adoption comme signes d'authenticité, s'ils fondent le discours de jeunes auteurs malgachisants, entraîne aussi un raidissement de la part de Malgaches qui, sans renier leur appartenance à la communauté nationale, questionnent, voire doutent de la validité de certaines de ces valeurs. La logique de ces associations les encourage à s'exprimer en français et même à publier à l'étranger, y compris des textes qui sondent la langue malgache. Raharimanana cherche ainsi, au fil des phrases inachevées et des ouvrages publiés, à retrouver un sens à une terre dont il perçoit douloureusement les silences, les interdictions et les incohérences :

Traverser un fleuve la nuit : *fady*. Cracher vers l'Est : *fady*. Pointer le doigt vers un tombeau : *fady*. Enjambrer un corps endormi : *fady*. Marcher sur l'ombre d'un passant : *fady*. Dans ce pays-mien, tout est *fady*, interdit. [...] Ambohipo, Ambohimanambola, Ambohimangakely, Andohaniato, Mandroseza, Alasora⁴... Ma langue d'écriture ne peut rendre compte de la légende de ces mille collines. Il me faut alors prendre des détours, tordre cette langue qui a forgé ses mots dans ma terre d'origine, forcément différente de la mienne. Passer par d'autres voies que le sens immédiat⁵.

¹ Ils commenceront à l'être à partir des campagnes de Radama I^{er} de 1822, mais les royaumes du Nord-Est ne seront jamais vassalisés. On comprend donc qu'ils ne se sentent aucune obligation vis-à-vis de la langue des Mérimas.

² Citons le vezo, le sakalave, l'antandroy, le masikoro, le tsimihety, encore largement en usage aujourd'hui.

³ Randriamaro (Jean-Roland), “Interculturalité et champ politique : l'exemple des sociétés malgaches contemporaines”, in Lucas (Raoul), dir., *Sociétés plurielles dans l'Océan Indien*. Paris : Karthala, 2003, p. 75-77.

⁴ Villages des proches environs d'Antananarivo.

⁵ Raharimanana, *L'Arbre anthropophage*. Paris : Joëlle Losfeld, 2004, p. 16.

D'une manière plus générale, l'ensemble des efforts consentis en faveur de la langue malgache, par simple effet de symétrie, marginalise quelque peu la création littéraire en français. Celle-ci bénéficie pourtant du prestige sans cesse réactivé de la figure du poète fidèle, et donc déchiré, Jean-Joseph Rabearivelo (1901-1937). Si son itinéraire valide la démarche transgressive d'écrire dans la langue de l'«Autre», il reste une figure admirable mais ancrée dans un passé aussi bien politique (colonisation) que social (figure du petit noble déchu) et esthétique (primauté à l'harmonie), dans lequel les jeunes générations ne se retrouvent pas toujours. La littérature malgache francophone cherche, entre les langues, les systèmes, les silences et les mots, à se frayer un chemin qui marque à la fois son appartenance à la communauté nationale et culturelle, et sa liberté de s'approprier une langue qui permet de prendre une certaine distance avec le contexte. Le besoin d'ouverture au monde, la soif de reconnaissance littéraire en France, une installation à l'étranger, sont d'autres raisons expliquant l'éclosion d'une littérature malgache francophone qui se développe parallèlement à la production en malgache.

Les récents changements politiques en matière d'économie (un marché ouvert dans toutes les directions) et de relations extérieures (en direction de l'Europe mais aussi de l'Afrique du Sud, de la Chine et des États-Unis) auront-ils des conséquences sur la promotion de la langue malgache ? Le besoin de vivre connecté impose l'usage du français et de l'anglais mais l'expression de l'intime, de ce qui semble le cœur de l'identité malgache, sera-t-il davantage exprimé dans les langues de grande circulation ? L'enseignement pourra-t-il mettre en place des structures assurant un réel bilinguisme ou trilinguisme de masse ? La langue malgache saura-t-elle être le reflet de la diversité de la population et de ses sensibilités ?

Le succès actuel de la création en malgache dans les domaines de la chanson, du théâtre, de la poésie, de la bande dessinée, des radios, du cinéma et des clips répandus par les différentes télévisions nous incline à penser que la langue malgache vit une période riche. Mais les contraintes de la vie moderne, qui sont aussi sans doute des chances pour que le pays retrouve une croissance perdue depuis longtemps, obligent à céder à un pragmatisme aboutissant à des médias et une vie publique où le français soit en usage. L'écriture, qui est jeu sur la langue, qui relève d'un choix personnel autant que d'une mission confiée à des écrivains porte-parole ou veilleurs, se réalisera, dans une société ouverte, en diverses langues en restant «authentiquement» malgache si l'auteur le revendique. Les politiques linguistiques proposent des outils indispensables à la vitalité du *malagasy*, mais dans une Grande Ile de moins en moins isolée au sein d'un monde multiple, métissé et tentant. Les questions de l'identité et de l'interculturel paraissent un défi majeur dans un pays qui en affronte déjà tant d'autres.